

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2018**
(ARTICLE 138 DE L'AUDSCGIE)

I. INTRODUCTION

Le Présent rapport est rédigé conformément aux dispositions de l'article 138 de l'acte uniforme OHADA révisé sur le droit des sociétés commerciales et du GIE qui institue l'obligation pour le conseil d'administration d'établir un rapport de gestion dans lequel il expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi et, en particulier, les perspectives de continuation de l'activité, l'évolution de la situation de trésorerie et le plan de financement.

II. SITUATION DE LA SOCIETE DURANT L'EXERCICE ECOULE

L'essor du continent africain, la croissance du commerce intra-africain, les perspectives de consolidation de la reprise économique mondiale et la digitalisation de certains services financiers, sont autant de facteurs qui nous positionnent comme un acteur majeur du développement du continent au profit de la population africaine.

Au plan régional, la croissance de la zone UEMOA est supérieure à 6% depuis 6 ans et cette tendance devrait se poursuivre en 2018. Selon la BCEAO, la croissance serait soutenue essentiellement par le dynamisme des services financiers, de télécommunications, du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que l'essor des activités commerciales, consécutif à la hausse des productions agricoles et industrielles. Le taux de croissance économique attendu pour 2018 est de 6,8% après le niveau de 6,6% réalisé en 2017. Il faut aussi noter la mise en application depuis le 1er janvier 2018 du nouveau référentiel PCB ainsi que l'entrée en vigueur du dispositif de Bale II/III dans l'UMOA, avec des impacts divers sur l'activité bancaire dans la région.

Sur l'année 2018, l'Afrique centrale a continué à enregistrer des résultats mitigés malgré le redressement des prix du pétrole.

Pour la Guinée, le ralentissement de l'activité qui a marqué les trois années précédentes s'est infléchi. Le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 met l'accent sur une vision axée sur la gouvernance, la transformation économique, le développement du capital humain et la gestion durable des ressources.

Pour la Mauritanie, après la faible croissance de 0,8 % en 2015 et 1,7 % en 2016 causée par la baisse des cours du minerai de fer, une reprise de 3,6 % a été réalisée en 2017. Elle devrait se consolider à 3 % en 2018 et 4,6 % en 2019 grâce à la relance du programme d'investissements publics, aux réformes structurelles, au redressement des cours des métaux, et à l'exploitation des gisements de gaz offshore récemment découverts. La croissance devrait être soutenue par la relance de la production annuelle de la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM),

Cette année a représenté un tournant décisif pour Oragroup, nous avons poursuivi nos initiatives de consolidation de nos activités et d'optimisation de notre réseau dans nos 12 pays de présence. Notre Groupe termine l'année solidement renforcé avec un total du bilan de plus de 2 100 milliards FCFA, un effectif de 1 857 collaborateurs et 149 agences et points de vente.

Le produit net bancaire a progressé de 17 %. Cette évolution a été soutenue par la forte croissance des commissions de 40% et qui représentent 52% de notre base de revenu en augmentation par rapport à 2017. Une évolution tout à fait satisfaisante et qui compense la stagnation de la marge nette d'intérêt.

Nous avons un défi à relever sur la maîtrise des coûts, bien qu'expliqué par le développement de notre réseau d'agences et le renforcement des équipes entraînant une hausse des frais généraux plus importante que la hausse du produit net bancaire. En conséquence, notre coefficient d'exploitation s'est dégradé pour s'établir à 73 % en fin d'année. Nous devons poursuivre nos initiatives de gestion des charges.

Le coût net du risque a été positivement impacté par les cessions de créances au profit de notre structure de défaisance BMB. L'impact de cette transaction sur le coût net du risque est de 16,8 milliards FCFA. Retraité des cessions de créances, le coût net de risque avoisinerait les 10,4 milliards FCFA de dotation nette de reprise contre 4,7 milliards FCFA l'année dernière. La maîtrise du coût net du risque reste également un challenge continu pour le groupe.

Le résultat avant impôt a progressé de 36% par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 29,8 milliards. Ce résultat inclut, en plus de l'impact de la transaction BMB, des éléments exceptionnels liés essentiellement aux contrôles fiscaux pour 1,6 milliard de FCFA.

Les initiatives de mobilisation des dépôts continuent de porter leurs fruits. Nous avons enregistré une performance particulièrement en 2018, avec 300 milliards FCFA de dépôts additionnels de la clientèle collectés.

Afin de consolider le bilan et la position du Groupe, nous avons levé 25 milliards de FCFA supplémentaires de fonds propres par appel publique à l'épargne pour le développement de nos activités. Une opération réussie incluant la cession partielle des actions et qui constitue la grosse opération jamais réalisée sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières pour un total de 57 milliards de FCFA.

Les avancées technologiques avec la digitalisation des services financiers permettent au secteur bancaire africain d'atteindre les populations non encore bancarisées. Le groupe Orabank pour répondre à cette évolution de notre

environnement a lancé en 2018 le projet stratégique de Banque Digitale dont la mise en production est prévue pour 2019. Cela permettra d'offrir à notre clientèle des produits innovants adaptés à leur besoin.

III. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES DE CONTINUATION DE L'ACTIVITE

Les perspectives 2019 restent bonnes pour les entités du périmètre Côte d'Ivoire du Togo, du Gabon et de la Guinée. Les perspectives restent moyennes pour la filiale du Bénin qui a commencé à inverser la tendance grâce au renforcement des ressources et à une nouvelle stratégie déployée. Des challenges restent à relever sur les filiales du Tchad et de la Mauritanie.

IV. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Après la réussite de l'opération conjointe d'augmentation de capital et de cession d'actions sur le marché de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Oragroup a été officiellement admis à la cote le 16 avril 2019 lors d'une cérémonie organisée à Lomé.

V. EVOLUTION DE LA SITUATION DE TRESORERIE ET LE PLAN DE FINANCEMENT

En plus du remboursement des lignes de financement existantes qui s'est déroulé sans écueil, l'année 2018 a été marquée par la réalisation de plusieurs opérations de mobilisations de ressources auprès des bailleurs de fonds.

En février 2018, Le groupe Orabank a bénéficié d'un prêt de 40 millions d'Euros soit 26 milliards de FCFA auprès de ICD, filiale de la Banque Islamique de Développement (BID) sur 5 ans. Ce financement permet aux filiales Orabank, du Togo, du Gabon et de la Côte d'Ivoire (succursales incluses) d'accompagner des PME dans le financement de projets sous un angle « Charia Compliance ». Les filiales Orabank agiront comme mandataire pour le compte de ICD et commercialiseront un produit islamique phare qu'est le « Mourabaha ».

En juillet 2018, dans le cadre du programme SUNREF initié par l'AFD, Oragroup a finalisé le financement de 12 projets très variés générant des bénéfices climat importants, pour un montant d'investissement global de près 6 millions d'euros (3,9 Mds FCFA). Grâce à ce partenariat entre l'AFD et Oragroup, la ligne de financement

SUNREF a permis d'accompagner la transformation durable des pratiques des acteurs locaux et ainsi favoriser des trajectoires de développement faible en carbone.

En septembre 2018, la BOAD a reconduit le prêt de 20 milliards FCFA octroyé à Oragroup pour une durée de 6 mois renouvelable. Ce concours a servi principalement au financement des besoins liés à gestion de la holding.

L'opération majeure pour le groupe en 2018 a été sans conteste l'introduction en bourse d'Oragroup à la BRVM qui nous a permis de lever un montant de 56,92 milliards FCFA dont 25 milliards FCFA ont été utilisés pour renforcer les fonds propres d'Oragroup afin de développer son réseau et des services à la clientèle, essentiellement les particuliers et les PME, investir dans la banque digitale, saisir les opportunités de croissance au Cameroun et renforcer les fonds propres de certaines filiales.

En 2018, nous avons également entièrement remboursé au marché plus de 37 milliards de FCFA au titre de notre émission de billets de trésorerie d'un montant total de 35 milliards de francs CFA par appel public à l'épargne sur le marché financier régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) réalisé sur 2016 et 2017.

Enfin, nous avons poursuivi activement la recherche de nouveaux partenariats avec des bailleurs de fonds dont notamment FinnFund et Swedfund pour de la dette subordonnée, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour de la dette senior en monnaie locale et la Banque Africaine de Développement (BAD) pour un financement de EUR 50m à l'endroit des PME pour lequel nous avons déjà obtenu l'approbation du conseil d'administration de la BAD.

A la suite du plan stratégique 2019-2021 qui devrait définir les orientations d'investissement et de financement, les prochaines étapes seront la mise en place d'un dispositif de suivi des financements afin d'accompagner de façon optimisée la croissance de nos filiales.

VI. CONCLUSION

L'optimisation des coûts, pour nos clients comme pour nos actionnaires, reste l'une de nos priorités avec aussi un maintien de niveaux élevés de service à notre clientèle. Parallèlement, nous continuerons à investir pour l'avenir en développant notre part de marché et en nous implantant sur des marchés soigneusement choisis qui présentent de bonnes perspectives de croissance.

Plus généralement, nous sommes persuadés que le Groupe Orabank poursuivra sa marche en avant en 2019 et que les mesures mises en place nous permettront de

renforcer davantage la solidité financière du Groupe tout en poursuivant notre trajectoire de croissance pour l'ensemble des parties prenantes.